

Une petite éclaircie pour les Retraités Agricoles ?



Une petite éclaircie pour les Retraités Agricoles ?

Quarante mois après la première proposition de loi qui avait été adoptée en février 2017, à l'assemblée nationale durant le précédent quinquennat, après une navette mouvementée, le texte avait été rejeté au Sénat en employant le 44/3 de la constitution.

Étant les grands oubliés dans le cadre de la réforme globale des retraites, heurtant à la fois les attentes des agriculteurs et des agricultrices, la pension minimum de cette catégorie de travailleurs demeure encore à ce jour inférieure au seuil de pauvreté, et au montant du minimum vieillesse.

C'était mal connaître l'obstination et la détermination des responsables de l'A.N.R.A.F. (Association Nationale des Retraités Agricoles de France) et de l'A.I.C.R.A. 32 qui assument la paternité de ce combat.

Ce combat est conduit par le député du Puy-de- Dôme, André Chassaing comme rapporteur, et avec un groupe d'élus de l'opposition et de la majorité, combat qu'ils portent depuis des années avec leur homologue Olivier Damaisin, député du Lot-et-Garonne qui siège au sein de la majorité présidentielle, qui a relayé cette revendication par la présentation d'un amendement en commission des affaires sociales à l'assemblée nationale.

Votée à la majorité par les élus, le mercredi 10 juin 2020, une proposition de loi fixe à 85 % du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) net, le montant de la retraite minimale des anciens exploitants ayant accompli une carrière complète. Les élus de la majorité ont soutenu ce texte, tout en instaurant un plafond limitant le cumul de pension de retraites, laissant sur le bord du chemin les polypensionnés, On ne peut que refuser de voir ceux qui ont été obligés pour vivre, d'avoir un revenu complémentaire ; comme des privilégiés. Et que dire de l'indispensable extension aux conjoints et aux aides familiaux !

L'examen de cette proposition de loi sera l'occasion de rappeler le caractère indispensable de cette extension, et de prendre des engagements clairs à l'égard de l'ensemble des conjoints et des aides familiaux.

Cette proposition de loi sera mise à l'examen le 18 juin 2020, en séance publique, c'est-à-dire dans l'hémicycle du palais Bourbon. Souhaitant que la démarche d'ouverture qui associe l'ensemble des groupes parlementaires, face à l'urgence sociale des retraités agricoles, concrétise l'engagement unanime de la représentation nationale de 2017 ; et que les parlementaires prennent leurs responsabilités collectivement et rendent aux agriculteurs et agricultrices une part de ce que la nation leur doit.

Bernard Pis, Président Association des Retraités Agricoles du Gers.